

APPEL A PROJETS

Référence : I5PC-2016-01 / Renforcement des systèmes de santé communautaire et national

Cet appel fait partie de la thématique de renforcement de la qualité et de l'accessibilité des systèmes de santé nationaux et communautaires, qui sera déclinée en 2016, 2017 et 2018 par deux appels à projets par an (voir document de présentation générale).

1. Contexte

Le renforcement de la qualité et de l'accessibilité des systèmes de santé nationaux et communautaires est un objectif qui se décline notamment via le renforcement des systèmes de santé à tous les échelons (communautaire et national), objet du présent appel à projets.

L'OMS a défini six piliers contribuant à améliorer l'efficacité des systèmes de santé. L'Initiative 5% souhaite cette année poursuivre le travail engagé sur deux d'entre eux :

- Le renforcement des ressources humaines en santé (RHS)
- La gestion et approvisionnement des stocks (GAS)

L'OMS a largement mis en avant la **pénurie mondiale en ressources humaines en santé** et ses causes¹. L'insuffisance des formations proposées en quantité et en qualité, les difficultés financières de nombreux pays pour recruter et rémunérer le personnel de santé, l'inégale répartition des RHS sur le territoire, les migrations et la fuite des cerveaux, sont autant de facteurs qui nuisent à la fourniture de services de santé de qualité à la population.

La fourniture de service de qualité doit s'accompagner d'un **accès constant et durable des populations à des produits de santé essentiels de qualité, sûrs, efficaces, accessibles** géographiquement et financièrement, et correctement utilisés. C'est un défi pour les politiques pharmaceutiques nationales qui doivent intégrer la gestion de l'approvisionnement dans le développement du système de santé dans un contexte de multiplication des partenaires impliqués dans l'approvisionnement, mais aussi mettre sur pied une combinaison efficace de partenariats public-privé tout en veillant au maintien de la qualité des produits de santé dans les circuits de distribution et en améliorant l'accès aux médicaments essentiels.

L'amélioration des systèmes de santé ne peut enfin être effective sans **le renforcement des systèmes communautaires**. Ces systèmes ont en effet des capacités et une responsabilité spécifiques et adaptées lorsqu'il s'agit d'identifier, de comprendre et de satisfaire les besoins des personnes marginalisées et vulnérables au sein de la société et qui, de ce fait, sont désavantagées lorsqu'elles veulent accéder aux services de santé et à d'autres services de base.

Le montant total cumulé de l'appel à projets I5PC-2016-01 et de l'appel à projets I5PC-2016-02 est d'environ 10 millions d'euros.

¹ OMS, « *Travailler ensemble pour la santé* », rapport sur la santé dans le monde, Genève, 2006.

2. Objet du présent appel à projets

Les projets ne répondant pas à l'objet de l'appel, ou ne s'inscrivant pas dans une logique de renforcement des subventions du Fonds mondial, ne seront pas étudiés.

OBJECTIF DE L'APPEL A PROJETS

Le présent appel à projets est lancé dans le but de sélectionner des projets complémentaires des subventions du Fonds mondial visant à contribuer à la construction d'un système qui articule la réponse aux besoins en santé à tous les échelons du territoire (communautaire et national) en :

∞ **Appuyant le développement, le renforcement ou le maintien des capacités des personnels intervenant dans le champ de la santé à tous les échelons.**

Et/ou

∞ **Favorisant l'accès constant et durable des populations à des produits de santé de qualité.**

DEFINITIONS POUR LE PRESENT APPEL :

Définition du personnel intervenant dans le champ de la santé : l'ensemble des personnes dont l'activité a pour objet essentiel d'améliorer la santé. Il comprend les professions médicales, paramédicales et les travailleurs communautaires.

Produits de santé de qualité : produits de santé dont la chaîne de production respecte les standards d'assurance qualité, et qui garantissent la sécurité des patients.

TYPES DE PROJETS ELIGIBLES :

Différents types de projets pourront être déposés :

▪ **Projets de recherche opérationnelle**

Les projets de recherche opérationnelle pourront viser, par exemple :

- A favoriser le recours aux technologies de l'information et de la communication (TIC) pour augmenter les capacités des ressources humaines en santé, améliorer la rétention dans les soins, et/ou la qualité de l'information pharmaceutique
- A améliorer les connaissances sur les métiers, leurs représentations et/ou les freins à la mise en place de la délégation des tâches ;
- A mettre en place des systèmes de partenariat efficaces et encadrés entre les acteurs du secteur public, du secteur privé et du secteur communautaire ;

▪ **Projets de renforcement des capacités des acteurs nationaux**

Les projets de renforcement des capacités des acteurs nationaux et communautaires pourront viser, par exemple :

- A développer la mise en œuvre de plans de formation continue adaptés aux besoins nationaux et locaux.
- A privilégier le développement de formations locales dont l'impact pourra servir à influencer des curricula nationaux de formation, adaptés aux besoins nationaux et locaux.
- A contribuer à développer de nouveaux métiers permettant de répondre à des besoins non couverts par le personnel intervenant dans le champ de la santé.
- A développer des formations pour les soignants sur les savoirs faire et savoir être.
- A l'amélioration de la productivité des personnels grâce au compagnonnage, à la délégation des tâches ou à la mise en œuvre des stratégies d'incitation à la performance.
- A la création d'observatoires en ressources humaines en santé afin de mesurer les besoins, progrès effectués et de nourrir des stratégies nationales à moyen et long terme, portées par un engagement politique fort et constant.

▪ **Projets de renforcement de la chaîne d'approvisionnement et de la gestion des stocks**

Les projets de renforcement de la chaîne d'approvisionnement et de la gestion des stocks pourront viser, par exemple :

- **A améliorer la qualité de l'information pharmaceutique** : afin d'aider les acteurs de la chaîne d'approvisionnement à maîtriser ce qui est disponible/manquant et d'éviter les ruptures de stock.
- **A améliorer la qualité des traitements disponibles** : par le renforcement des Directions de la Pharmacie et du Médicament en Agences de régulation, l'appui aux laboratoires nationaux pour le contrôle de la qualité des produits de santé achetés (par les financements du Fonds Mondial), lutte contre le trafic et les médicaments sub-standards, appui à la mise en place de système de pharmacovigilance, appui aux unités de gestion et centrales d'achat pour une démarche d'achat de qualité et transparente.

Dans tous les cas ils devront répondre aux objectifs de l'appel à projets.

Les projets ne pourront pas être des projets directs de prévention, de diagnostic ou de traitement, ni des projets de recherche clinique. Ils doivent forcément s'inscrire dans une logique de renforcement des capacités ou de recherche opérationnelle.

3. Critères d'admissibilité et d'éligibilité

Les projets ne respectant pas un ou plusieurs de ces critères ne seront pas évalués.

CRITERES D'ADMISSIBILITE

Expertise France vérifiera dans un premier temps que chaque projet soumis répond à l'ensemble des critères d'admissibilité suivants :

3.1 Durée

Les projets devront durer de 24 à 36 mois.

3.2 Montant demandé et couverture géographique

- Le montant total de la subvention couvrira 60% à 100% du budget du projet et sera compris entre **250.000 euros et 1.000.000 euros pour les projets mis en œuvre dans un seul pays**, et entre **250.000 euros et 1.500.000 euros pour les projets mis en œuvre dans plusieurs pays**.
- Les projets ne pourront excéder 5 pays de mise en œuvre, sauf s'ils sont adossés à un réseau ou une organisation sous régionale préexistante. La logique régionale devra être clairement justifiée et fera l'objet d'une attention particulière de la part des évaluateurs.

3.3 Statut et partenariats

Pour pouvoir prétendre à une subvention le soumissionnaire doit :

- Etre une personne morale ayant son siège dans un pays éligible ou en France et
- Etre mis en œuvre en partenariat (plusieurs structures impliquées) et
- Inclure au moins un partenaire des pays bénéficiaires et
- Ne pas avoir de dispositions statutaires qui n'autoriseraient pas que Expertise France ou tout auditeur externe désigné par Expertise France puisse effectuer des contrôles et vérifications sur place et avoir un droit d'accès approprié aux sites et aux locaux où le projet sera réalisé y compris leurs systèmes informatiques, ainsi qu'à tous les documents et données informatisées concernant la gestion technique et financière du projet.

Les Organisations Internationales² pourront participer comme fournisseurs d'expertise, mais ne pourront ni être chef de file du projet ni recevoir de fonds. Cette disposition ne s'applique pas aux Organisations régionales.

Les sociétés unipersonnelles pourront participer comme partenaires mais pour des raisons de capacité de gestion ne pourront pas être chef de file d'un projet.

² Le terme d'Organisation Internationale désigne ici une personne morale de droit public fondée par un traité international entre États ou entre organisations internationales (agences des Nations Unies, etc.)

Pour cet appel à projet, chaque organisation ne peut postuler qu'une seule fois en tant que soumissionnaire principal (chef de file). Une organisation peut néanmoins participer à plusieurs projets en tant que partenaire.

3.4 Pays

Les pays éligibles au présent appel sont les suivants³ :

- | | |
|----------------------|------------------------------------|
| ▪ Afghanistan | ▪ Mali |
| ▪ Albanie | ▪ Maroc |
| ▪ Arménie | ▪ Mauritanie |
| ▪ Bénin | ▪ Moldavie |
| ▪ Birmanie | ▪ Mozambique |
| ▪ Burkina Faso | ▪ Niger |
| ▪ Burundi | ▪ République Centrafricaine |
| ▪ Cambodge | ▪ République du Congo |
| ▪ Cameroun | ▪ République Démocratique du Congo |
| ▪ Cap Vert | ▪ République Dominicaine |
| ▪ Comores | ▪ République de Maurice |
| ▪ Côte d'Ivoire | ▪ Rwanda |
| ▪ Djibouti | ▪ São Tomé et Príncipe |
| ▪ Dominique | ▪ Sainte Lucie |
| ▪ Egypte | ▪ Sénégal |
| ▪ Gabon | ▪ Territoires palestiniens |
| ▪ Géorgie | ▪ Tchad |
| ▪ Ghana | ▪ Thaïlande |
| ▪ Guinée-Bissau | ▪ Togo |
| ▪ Guinée Conakry | ▪ Tunisie |
| ▪ Guinée Equatoriale | ▪ Ukraine |
| ▪ Haïti | ▪ Vanuatu |
| ▪ Laos | ▪ Vietnam |
| ▪ Madagascar | |

Le projet peut être mené au profit de bénéficiaires dans un ou plusieurs de ces pays, mais exclusivement de ces pays, et uniquement sur des composantes (VIH, Paludisme, Tuberculose, Renforcement des Systèmes de santé) éligibles au Fonds mondial.

3.5 Complétude

Les dossiers soumis devront comprendre l'intégralité des documents et informations demandées au point 6.

³ Pays pauvres prioritaires de l'aide publique au développement française (CICID 2013), pays en post-crise et pays membres ou observateurs de l'Organisation Internationale de la Francophonie et éligibles aux subventions du Fonds mondial.

CRITERES D'ELIGIBILITE

Pour les projets admis, Expertise France vérifiera ensuite que les projets respectent les trois critères suivants :

- **Les objectifs du projet sont conformes à l'objet de l'appel à projet.**
- **Les projets s'inscrivent dans une logique de renforcement et de complémentarité avec les subventions du Fonds mondial.**
- **L'organisme soumissionnaire principal dispose de capacités de gestion suffisantes pour gérer le budget demandé.**

Cette capacité de gestion sera établie sur la base de la présentation de l'organisation, de ses états financiers des deux dernières années, de son budget prévisionnel, et prendra notamment en compte le fait que l'organisation ait une expérience de gestion de budgets similaires et qu'elle dispose de ressources humaines suffisantes.

Seuls les projets respectant l'ensemble de ces critères seront évalués.

4. Informations sur le budget

Les coûts sont financés **selon les frais réels** encourus par les partenaires du projet (aucun forfait ne sera admis dans le budget).

Le budget doit être présenté par **coût unitaire x nombre d'unités = total**, conformément au modèle en annexe.

Ne sont pas éligibles :

- les dépenses directement liées à des activités de prévention, au diagnostic et à la prise en charge des patients, *hors diagnostic et prise en charge prévus au protocole d'un projet de recherche opérationnelle* ;
- les intrants médicaux, *hors intrants nécessaires à un projet de recherche opérationnelle* ;
- les salaires de fonctionnaires ;
- les salaires de personnes déjà financés par d'autres programmes, notamment ceux du Fonds mondial ;
- les frais de fonctionnement des CCM ;
- les dépenses de construction de bâtiments ;
- les achats de véhicules.

L'appel à projets ne vise pas à financer des frais de structure. Les projets qui consisteraient principalement en financement des frais de fonctionnement des structures soumissionnaires ne seront pas étudiés.

Le budget doit inclure une provision pour imprévus de 5% maximum et peut prévoir une ligne de frais de gestion jusqu'à 7%.

5. Critères d'évaluation

La grille d'évaluation détaillée des projets est disponible sur le site de l'Initiative 5% www.initiative5pour100.fr.

L'attention des postulants est attirée sur le fait que les évaluateurs complèteront ces grilles et s'attarderont plus particulièrement sur les critères détaillés ci-dessous.

❖ **Tous les projets devront démontrer leur impact sur les subventions du Fonds mondial, et s'appuyer sur une analyse claire et argumentée du contexte et des besoins pour les subventions du Fonds mondial concernées.**

❖ **Tous les projets devront démontrer une forte association et implication des partenaires du projet basés dans le(s) pays bénéficiaire(s). Notamment, tous les projets de renforcement de capacités devront démontrer qu'ils répondent à la demande du bénéficiaire.**

❖ **Tous les projets devront assurer une participation active des populations cibles à la définition des besoins, la programmation et la mise en œuvre du projet.**

❖ **Les projets de recherche opérationnelle devront privilégier une approche interdisciplinaire (des sciences biomédicales, à la santé publique et aux sciences sociales). Ils devront également impliquer la société civile et les communautés dans la définition du protocole, la mise en œuvre du projet et la diffusion des résultats.**

❖ **Les projets devront par ailleurs clairement démontrer :**

- Leur durabilité au-delà des actions financées ;
- L'authenticité et l'inscription dans la durée des partenariats.

La décision finale de présélection des projets reste à la discrétion du comité de pilotage.

6. Présentation de la demande et documents à fournir

Les propositions devront inclure les documents ci-dessous :

- La proposition de projet (formulaire)
- Le cadre logique du projet (selon le modèle fourni)
- Le chronogramme des activités (selon le modèle fourni)
- Le budget détaillé exprimé en euros (selon le modèle fourni)
- La matrice des risques (selon le modèle fourni)
- Le tableau synthétique des partenariats (selon le modèle fourni)
- La copie des statuts ou articles d'association originaux de l'organisme soumissionnaire principal
- Les bilans les plus récents (exercice 2014 et 2015) de l'organisme soumissionnaire principal ou, si indisponibles, les états financiers 2014 et 2015
- Le budget prévisionnel de l'organisme soumissionnaire principal pour l'année 2015
- Le dernier rapport d'activités annuel

- Les lettres d'engagement pour chacune des organisations partenaires intervenant dans la mise en œuvre du projet
- Les lettres d'engagement de chacune des organisations bénéficiaires du projet
- Les CV de l'équipe proposée pour mettre en œuvre le projet

7. SOUMISSION DES PROJETS

Les dossiers devront être envoyés en français ou en anglais par mail uniquement à l'adresse suivante : i5pc.fei@gmail.com avant le 23 mai 2016 à midi heure française (date et heure de réception faisant foi).

L'ensemble des questions relatives à cet appel à projets doivent être envoyées à cette même adresse, par mail uniquement, au plus tard le 29 avril 2016 à midi. Les réponses aux questions reçues dans les délais impartis seront mises en ligne sur le site de l'Initiative 5% www.initiative5pour100.fr le 25 mars 2016 et le 29 avril 2016.

La grille d'évaluation des propositions, le formulaire de réponse ainsi que les modèles d'annexes sont disponibles en français et en anglais sur le site de l'Initiative 5% www.initiative5pour100.fr

NB : En fonction du type de besoin en renforcement de capacités, l'Initiative 5% rappelle que le Canal 1 permet de mettre en œuvre, tout au long de l'année, des missions d'expertise / d'appui technique sur des périodes égales ou inférieures à un an, et pouvant répondre à des besoins ponctuels. Vous pouvez consulter les missions déjà approuvées sur www.initiative5pour100.fr.